

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche

Valence, le 14/03/2025

Plateau de Lautagne

3 Avenue des Langories

26000 VALENCE

ud-da.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

**BRENNTAG**

Zone d'activités Les Sauzets

07340 Andance

Références : 20250228-RAP-DAEN0276

Code AIOT : 0006102305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement BRENNTAG implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance.

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du programme de la DREAL AURA. La thématique de cette inspection, "**les pertes d'utilités électriques en situations accidentelle**" est basée sur le canevas d'une action nationale 2025. Elle fait suite à une analyse par le BARPI des incidents/accidents de ces dernières années mettant en avant un manque de préparation de certains sites industriels face à des événements (tempêtes, inondations,...) de plus en plus fréquents conduisant à des pertes électriques sur de longues durées.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : Non IED

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. De par la quantité de produits stockés, il est classé Seveso seuil bas. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral modifié du 17/01/2007.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 et 66	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Le site de Brenntag ne présente pas de risques majeurs en cas de perte d'alimentation électrique de son site. Toutefois l'exploitant pourra améliorer sa préparation à ce type d'événement par l'ajout de fiches réflexes dans son POI. L'inspection a par ailleurs constaté une dérive dans les rapports de contrôles périodiques électriques avec de nombreuses installations non contrôlées depuis quelques années du fait de l'indisponibilité de certaines d'entre elles. Un recadrage avec le bureau de contrôle est nécessaire pour éviter ces dérives et l'ensemble des installations devront toutes être contrôlées rapidement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025    Alimentation en énergie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

**Constats :**

Le site est alimenté en électricité en deux points, par le réseau public de distribution en Basse Tension (400V, 160A), avec deux branchements BT à puissance surveillée. Une première alimentation électrique dessert en souterrain le bâtiment administratif puis le bâtiment solvant qui redistribue l'énergie au niveau des armoires du bâtiment solvant et une deuxième alimentation électrique dessert le local technique de la zone minérale qui redistribue l'énergie au niveau des armoires de la zone minérale et d'ISOVER. Le passage de câbles est souterrain sur le site.

L'alimentation électrique permet le fonctionnement du compresseur qui fournit l'air comprimé nécessaire au fonctionnement des pompes de transfert de produits.

En cas de perte d'alimentation électrique, la mise en défaut des équipements permet à l'exploitant d'être informé de cette avarie.

En dehors des heures ouvrées, la perte de l'alimentation électrique des équipements de sécurité, entraînant le passage en mode "batterie" entraîne un report d'alarme de type "dérangement" à la télésurveillance qui a pour consigne d'alerter l'exploitant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

En cas de perte d'alimentation électrique, les pompes de transfert s'arrêtent, les opérations de dépotage, transfert et mélange de produits ne sont plus possibles. Si une de ces opérations était en cours, du produit peut rester piégé dans la tuyauterie.

En fonction de la durée de la panne, soit l'exploitant laisse le produit dans la tuyauterie en attendant que l'électricité soit rétablie, soit, si la panne dure, il est possible de vidanger le produit gravitairement dans un emballage vide. Le site dispose toujours de plusieurs m<sup>3</sup> d'emballages vides à disposition sur le site.

Cette opération ne peut se faire qu'en présence d'un superviseur. Les opérateurs sont formés à ne pas effectuer d'opération non prévues sans en avertir leur superviseur. Ce point est précisé dans la formation en e-learning que tous les opérateurs doivent suivre lors de leur prise de poste, d'après l'exploitant.

La vidange de la tuyauterie en cas de perte électrique prolongée n'est pas formalisée. La décision dépendra de la situation et de l'avis du superviseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant étudiera l'opportunité de rajouter une fiche/consigne dans son POI explicitant le mode opératoire d'une vidange de tuyauterie en situation accidentelle (en cas de perte d'alimentation électrique). Il mettra à jour son POI avec cette fiche le cas échéant.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

L'exploitant a listé les équipements dépendant de l'électricité et les conséquences d'une perte électrique en précisant si l'équipement était secouru par onduleur ou batterie.

L'exploitant n'a identifié aucun impact sur la sécurité des installations sauf concernant les alarmes POI qui ne sont pas secourues. Afin de pallier ce défaut d'alerte en cas de perte électrique, l'exploitant prévoit de s'équiper d'une corne de brume.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra à jour son POI en précisant les conditions de mise en œuvre et la localisation de la corne de brume en cas de perte électrique sur son site pour les situations nécessitant le déclenchement de l'alerte.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

**Constats :**

L'exploitant n'a pas identifié la nécessité de mettre en place des actions de mise en sécurité en cas de perte d'alimentation électrique.

Aucune cuve ne nécessite de surveillance ou de maintien de conditions d'exploitation particulières (refroidissement, chaleur ou agitation).

En fonction de la durée de la panne, soit l'exploitant laisse le produit dans la tuyauterie en attendant que l'électricité soit rétablie, soit si la panne dure, il est possible de vidanger le produit gravitairement dans un emballage vide. Le site dispose toujours de plusieurs m<sup>3</sup> d'emballages vides à disposition sur le site.

Cette opération ne peut se faire qu'en présence d'un superviseur. Les opérateurs sont formés à ne pas effectuer d'opération non prévues sans en avertir leur superviseur. Ce point est précisé dans la formation en e-learning que tous les opérateurs doivent suivre lors de leur prise de poste, d'après l'exploitant.

La vidange de la tuyauterie en cas de perte électrique prolongée n'est pas formalisée. La décision dépendra de la situation et de l'avis du superviseur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Cf. demande du constat n°2.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Équipements à l'arrêt

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

En cas de perte électrique qui se prolongerait en dehors des heures ouvrées, une surveillance des installations liée notamment au risque d'intrusion pourrait s'avérer nécessaire. L'exploitant travaille actuellement avec une société de gardiennage qui serait alors sollicitée pour intensifier les rondes. Ce dispositif avait déjà été mis en place en 2015 suite à une série d'attentats en France.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

L'exploitant a transmis la liste des équipements actuellement secourus par batterie ou onduleur. Le site ne dispose pas d'alimentation de secours électrique de type groupe électrogène.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

**Constats :**

L'exploitant fait intervenir une entreprise extérieure, TELEDYNE pour le contrôle de ses détecteurs (gaz, fumées, flamme). Dans le cadre de ces contrôles la société TELEDYNE précise que des tests sont réalisés sur les batteries/onduleurs. La durée de vie de ces équipements est d'environ 4 ans d'après cette société en charge de tester ces batteries. Les tests effectués consistent à réaliser un test fonctionnel de la batterie sur une courte durée et de les contrôler visuellement (absence de gonflement). Les résultats de ces tests ne sont pas formalisés dans le rapport.

L'exploitant ne connaît pas l'autonomie de ses batteries ou onduleurs, ni les résultats des tests réalisés par TELEDYNE.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déterminer la durée d'autonomie des différentes batteries/onduleurs utilisés. Il doit spécifier à la société en charge des contrôles de les formaliser afin de préciser l'état visuel de la batterie et les résultats du test de tenue à la charge.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52 et 66

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Maintenance et test

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 52 - Maîtrise des procédés

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

#### Article 66

« A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.[...]. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. »

### **Constats :**

L'exploitant fait intervenir une entreprise extérieure, TELEDYNE, pour le contrôle et la maintenance de ses batteries/onduleurs.

L'exploitant effectue également les contrôles réglementaires électriques de son site. Toutefois les deux derniers rapports de contrôle consultés, réalisés par la société Bureau Veritas (rapport 7832735/11/16.1.P du 21/07/2023 et rapport n°7832735/11.15.1.P du 22/07/2022) font état d'un nombre important d'installations non vérifiables. Une partie importante de l'installation n'a donc pas fait l'objet de contrôle électrique depuis au moins deux ans. Le dernier rapport de contrôle électrique fait état de 5 non-conformités électriques : trois non-conformités concernent des éclairages de sécurité de l'installation et deux non-conformités concernent la présence de rongeurs dans des armoires électriques. Des pièges à rats sont mis en place dans les locaux où se trouvent les rongeurs. L'exploitant a fait intervenir un électricien pour lever l'ensemble des non-conformités. L'exploitant a transmis par courrier du 28 février 2025 un document justifiant la levée des non-conformités par un électricien en octobre 2024.


**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder sous deux mois au contrôle réglementaire des installations électriques qui n'en ont pas fait l'objet en 2024. Il devra s'assurer en amont de l'intervention programmée et en lien avec le bureau de contrôle, des dispositions nécessaires pour permettre l'accès aux installations et la réalisation de l'ensemble des contrôles. Le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.

Il peut procéder au contrôle annuel des autres installations au cours de la même visite ou bien à l'occasion d'une autre visite.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 9 : Plan d'action (6)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	
<b>Thème(s) :</b>	Actions nationales 2025      Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Utilités[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »	
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas concerné par la nécessité de mettre en place un plan d'action.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	